κος ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ
- ΑΘΗΝΑ
www.pressdelivery.gr

LES PETITS POLARS DU « MONDE » – N°3
Marc Villard
CHAQUE SEMAINE UNE NOUVELLE INÉDITE
2 €
Pour en savoir plus, lire page 24

Le Monde

Vendredi 27 juillet 2012 - 68e année - N°21000 - 1,60 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Après PSA, le tour d'Alcatel : série noire pour l'emploi

- Alcatel-Lucent a annoncé, jeudi 26 juillet, 5 000 suppressions de postes dans le monde
- Le chômage en France augmente depuis quatorze mois consécutifs et concernera bientôt trois millions de personnes
- Pour le journaliste allemand Marc Beise, la France fait fausse route pour sauver l'automobile

Lire pages 7, 10, 11 et 15

Comment les Londoniens accueillent les JO

Reportage à Notting Hill, quartier « so British » de Londres Page deux

Bobbies londoniens devant le stade olympique.
MATTHIEU CHAMES/WITTERS/PRESSE SPORTS

L'Eté des livres : des premiers romans incontournables

- « Les Règles du jeu », d'Amor Towles, un livre fitzgéraldien dans le New York des années 1930
- « Le Temps immatériel » : le trésor de Giorgo Vasta P. 16-17

A Alep, en attendant les chars, l'attaque d'un commissariat

SYRIE Le régime Assad joue son va-tout en envoyant des renforts blindés à Alep pour tenter d'en chasser les rebelles. Le récit de nos envoyés spéciaux. P. 3

Scandale derrière une étude américaine sur les gaz de schiste

CONFLIT D'INTÉRÊTS Le scientifique auteur d'un rapport sur l'absence de danger de la fracturation hydraulique était actionnaire d'une société de forage. P. 6

Urgence économique, désinvolture politique

En principe, tout avait été calé pour quelques mois de répit sur le front de l'euro. Il faut déchanter. L'été est meurtrier. Marchés boursiers à la baisse un peu partout, taux prohibitifs sur les bons du Trésor italiens et espagnols, pour ne pas parler de l'impossible cas grec – l'ensemble sur fond de quasi-récession.

On était pourtant sorti quelque peu requinqué du sommet européen de la fin juin. On semblait être enfin dans la bonne direction. On s'était repris à espérer dans les mérites d'un traitement qui semblait correspondre à l'urgence de la situation et aux nécessités du long terme.

Les dix-sept membres de la zone euro décidaient d'aider l'Espagne à recapitaliser ses banques. Ils mettaient jusqu'à 100 milliards d'euros à la disposition de Madrid. Il semblait convenu que cette somme pourrait être directement mise à la disposition des établissements financiers concernés. Ainsi, contournant l'Etat espagnol, elle ne viendrait pas ajouter à la dette publique du pays.

Les dix-sept finalisaient encore l'adoption de leur nouveau pare-feu financier, le Mécanisme européen de stabilité (MES) – une sorte de Fonds monétaire de la zone euro. Enfin, ils confirmaient leur intention d'aller résolument vers une union bancaire et budgétaire des plus étroites.

Editorial

On avait cru pouvoir exprimer un peu d'optimisme. C'était compter sans les gouvernants de la zone euro, leur désinvolture, leur irresponsabilité. A peine sortis du sommet, ils se disputaient déjà sur son interprétation. On ne sait toujours pas si l'aide à Madrid transitera ou non par l'Etat.

On croyait être dans l'urgence, dans un monde où les marchés réagissent à la nanoseconde... Naïveté là encore. On n'a vu nulle part que les dix-sept éprouvaient le besoin de soumettre leurs décisions de la fin juin à des procédures exceptionnelles. Ils ont le temps, voyez-vous.

Les juges de la Cour suprême allemande prendront leurs vacances : ils ont reporté à septembre l'approbation constitutionnelle du MES. Rien ne presse.

Cette semaine, le gouvernement grec était convaincu que le président de la Commission, José Manuel Barroso, lui rendait visite mercredi, alors que ce dernier avait prévu de se rendre à Athènes jeudi... Quelle importance ?

Les marchés, eux, n'ont pas attendu. Ils jugent l'euro à l'aune de la pusillanimité des dix-sept. Car ceux-là sont incapables de créer un climat de confiance. Ils sont inaptes à parler d'une seule voix. Ils ne savent pas orchestrer leurs lendemains de sommets. Ils ne donnent jamais l'impression d'avoir la même conception de l'euro et de son avenir. C'est la cacophonie là où il faudrait le sentiment d'une direction ferme.

Devant le désastre de l'évolution des coûts des dettes espagnole et italienne, on se retourne vers la Banque centrale européenne. Elle finira par venir à l'aide de Rome et de Madrid. Mais son président, Mario Draghi, a mille fois raison quand il dresse lui aussi ce constat : les dix-sept ne font pas leur travail. Quel que soit le jour de la semaine ! ■

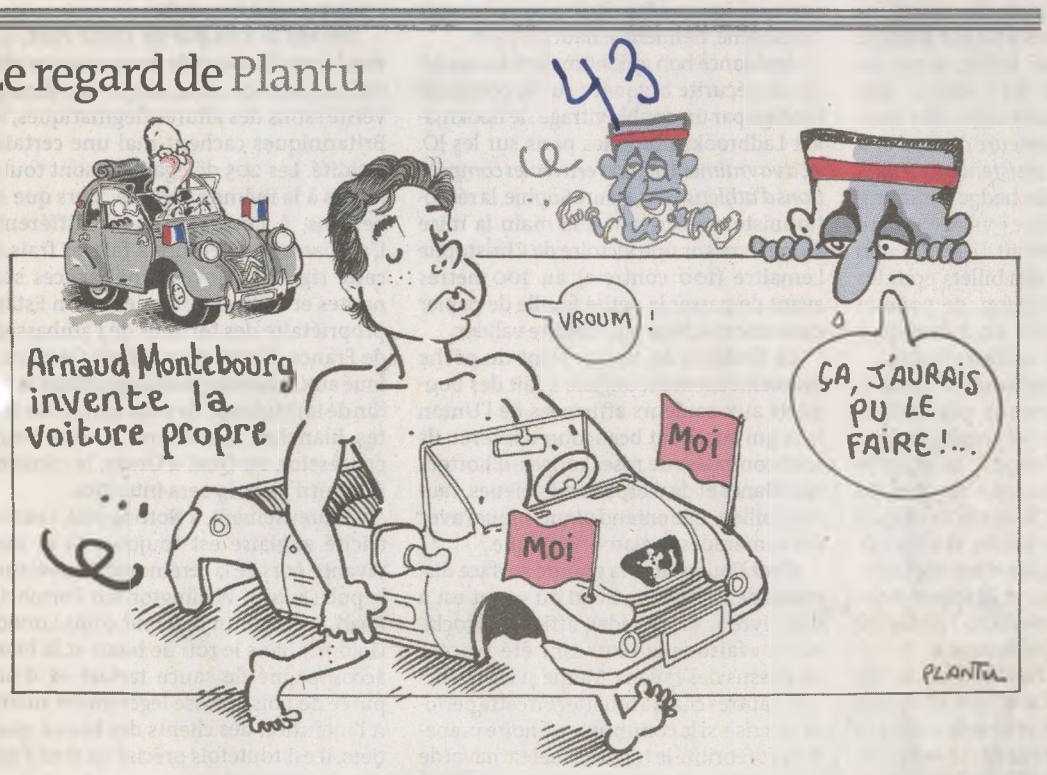
Pages 11 et 12

l'Eté en séries

- **AUTOUR DU PAYS MYSTÉRIEUX** Au Qatar, le souk de Doha n'existerait pas sans ses immigrés venus d'Iran, tandis qu'à Barheïn l'alcool autorisé dans les hôtels chics délie les langues sur l'imposant voisin Page 13
- **LES EXPATRIÉS DE LA CRISE DE L'EURO** A 43 ans, il quitte l'Espagne, où il a tout perdu avec la bulle de l'immobilier, pour repartir de zéro au Mexique Page 14
- **TOUR DU MONDE DE L'HUMOUR** En Afrique du Sud, il a fallu du temps pour pouvoir rire de tout Page 14

SOLDES
DU 27 JUIN AU 31 JUILLET 2012
mobeco
Détaillant-grossiste vend aux particuliers les grandes marques au meilleur prix
* Voir conditions sur www.mobeco.com
TRECA
MATELAS - SOMMIERS
TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - SEALY ...
CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC
CONVERTIBLES POUR COUCHAGE QUOTIDIEN
DIVA - CASANOVA - BUROV - NEOLOGY -
NICOLETTI - LELEU - MARIES CORNER ...
Livraison gratuite sur toute la France
Réglez en 10 fois sans frais *
50 av. d'Italie 75013 PARIS | 148 av. Malakoff 75116 PARIS | 247 rue de Belleville 75019 PARIS
01 42 08 71 00 7j/7
www.mobeco.com leader de la vente en ligne

Le regard de Plantu



Mauvaise passe pour Philippe Courroye

Dans un isolement à peu près total, Philippe Courroye fait face à une avalanche d'ennuis. Si le procureur de Nanterre a échappé, mercredi 25 juillet, à une mise en examen dans l'affaire de l'« Angolagate », il a appris, le 17 juillet, que la ministre de la justice souhaitait le muter à Paris comme avocat général. Estimant qu'il s'agit d'une sanction, le procureur, mis en examen dans l'affaire des fadettes de deux journalistes du *Monde*, envisage d'interrompre sa carrière pour devenir avocat. Mais, contrairement à ce qu'il annonçait le 25 juillet dans un entretien au *Figaro*, il ne pourra pas, techniquement, le devenir dès septembre. ■ Lire page 9

UK price £ 1,70

Algérie 150 DA, Allemagne 2,20 €, Antilles-Guyane 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,60 €, Cameroun 1 600 F CFA, Canada 4,25 $, Côte d'Ivoire 1 600 F CFA, Croatie 18,50 Kn, Danemark 28 KRD, Espagne 2,00 €, Finlande 2,80 €, Gabon 1 600 F CFA, Grande-Bretagne 1,70 £, Grèce 2,20 €, Hongrie 750 HUF, Irlande 2,00 €, Italie 2,20 €, Luxembourg 1,60 €, Malte 2,50 €, Maroc 12 DH, Norvège 28 KRN, Pays-Bas 2,20 €, Portugal cont. 2,00 €, Réunion 2,00 €, Sénégal 1 600 F CFA, Slovénie 2,20 €, Suède 35 KRS, Suisse 3,20 CHF, TOM Avion 380 XPF, Tunisie 2,00 DT, Turquie 6,50 TL, USA 3,95 $, Afrique CFA autres 1 600 F CFA.

Sanofi affiche un recul de 9,6 % de ses bénéfices, à près de 2 milliards d'euros

Le groupe veut restructurer ses activités en France, mais ne chiffre pas l'effet sur l'emploi

Les salariés de Sanofi vont faire les frais du plan d'économies programmé par la direction sur la période 2012-2015. Le directeur général du groupe pharmaceutique, Chris Viehbacher, l'a lui-même reconnu, jeudi 26 juillet, lors d'une conférence téléphonique de présentation des résultats.

« Il y aura évidemment un certain impact sur l'emploi », a-t-il affirmé, sans donner de chiffre, indiquant que des propositions seront présentées en septembre aux représentants du personnel. *« C'est le meilleur moyen pour construire une croissance durable à long terme »*, a-t-il ajouté

Ces déclarations risquent d'être mal vécues du côté des syndicats et du gouvernement. Il serait *« inacceptable, avec des milliards de profits, qu'il y ait la moindre destruction d'emplois* [chez Sanofi] », avait prévenu, début juillet, Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif.

Au deuxième trimestre, Sanofi a enregistré une baisse de son résultat net des activités de 9,6 %, à 1,94 milliard d'euros. Ce recul est lié à des pertes d'exclusivité de brevets. Le chiffre d'affaires, lui, continue de s'accroître (+ 6,2 %, à 8,87 milliards d'euros). La direction maintient sa prévision d'une baisse de 12 % à 15 % en 2012 du bénéfice net par action des activités, à taux de change constants.

Ces résultats interviennent alors que le groupe va subir une restructuration dont le contenu reste flou, à ce jour. Seule certitude, trois domaines seront touchés : la recherche, la production de vaccins et les *« fonctions supports »* (comptabilité, ressources humaines, etc.).

D'après Thierry Bodin (CGT), la direction envisagerait de *« se retirer »* du site de recherche à Toulouse, qui emploie environ 640 personnes (en CDI et CDD), *« sans compter les sous-traitants »*.

Sur place, la menace est prise très au sérieux. Jeudi 19 juillet, des salariés ont manifesté. Des élus locaux et des scientifiques craignent qu'un désengagement du groupe ne déstabilise le campus de recherche public-privé de l'Oncopôle de Toulouse, voué à la lutte contre le cancer.

« Ingénierie financière »

D'ici deux à trois ans, l'activité recherche de Sanofi à Montpellier pourrait également être stoppée, ajoute M. Bodin, tout comme l'établissement de Strasbourg.

S'agissant de la branche vaccins, plusieurs sites de l'agglomération lyonnaise sont susceptibles d'être affectés, d'après M. Bodin. Quant aux *« fonctions supports »*, l'une des hypothèses qui circule consisterait à créer deux plateformes où seraient regroupés les personnels concernés.

Jean-Marc Burlet (CFE-CGC), déplore que le groupe soit *« continuellement en restructuration »*, allusion aux précédentes mesures d'économie qui se sont soldées par des fermetures ou cessions de sites. L'action de la direction relève de *« l'ingénierie financière »*, estime M. Burlet : son but est de *« servir l'actionnaire »*. ■

Bertrand Bissuel

Athènes espère un délai, ses bailleurs de fonds sont à bout de patience

Le président de la Commission européenne veut éviter une renégociation du plan d'économies

Pour sa première visite en Grèce depuis le début de la crise, jeudi 26 juillet, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, affiche une double intention : manifester l'attachement de la Commission au maintien du pays dans la zone euro ; demander aux Grecs d'appliquer un certain nombre d'*« actions prioritaires »* afin de déminer le terrain avant toute tentative de renégociation du mémorandum (les contreparties aux aides).

La visite de M. Barroso coïncide avec une nouvelle mission de la « troïka » – Banque centrale européenne (BCE), Fonds monétaire international (FMI), Commission européenne –, depuis mardi, chargée d'évaluer l'ampleur des dégâts, après trois mois de quasi-immobilisme en raison de la campagne électorale.

Les discussions sur le nouveau mémorandum s'annoncent difficiles, tant la patience du FMI et des capitales de la zone euro est à bout. Plusieurs responsables politiques de la coalition allemande continuent de pousser l'idée d'une sortie de la Grèce de l'euro. Une ligne partagée peu ou prou par d'autres partis au pouvoir en Finlande, aux Pays-Bas, voire au Luxembourg.

Sur le fond, tout le monde est d'accord pour considérer que le mémorandum signé en mars est caduc. Les premières évaluations de la « troïka » seraient sans appel : la Grèce a dévié de ses objectifs dans de nombreux domaines. Les conclusions définitives ne sont pas attendues avant fin septembre, à l'issue d'une nouvelle mission de la « troïka ».

Tout a été fait, en prolongeant autant que possible les travaux de ces experts, pour éviter de prendre des décisions pendant le mois d'août. Les décisions définitives sont attendues au plus tard en octobre.

D'ici là, tout est fait pour éviter un accident lors de la prochaine grande échéance, le 20 août. La Grèce devrait être autorisée à aller sur les marchés pour financer, à très court terme, le remboursement de 4 milliards d'euros aux... banques centrales des pays européens.

C'est la suite qui donne des sueurs froides aux dirigeants européens. *« Si l'on en reste à une renégociation pour combler les retards, cela ira,* dit une source bruxelloise, *en revanche, les discussions seront extrêmement dures si le gouvernement grec veut changer les paramètres du plan. »*

Le premier ministre grec, Antonis Samaras, lors d'un discours devant les membres de son parti, Nouvelle Démocratie, au Parlement, à Athènes, mardi 24 juillet. ANGELOS TZORTZINIS/AFP

L'objectif d'un endettement de 120 % du produit intérieur brut en 2020 est, entre autres, jugé essentiel par de nombreux bailleurs de fonds. Le FMI, et certains Etats de la zone euro, dont l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande, en font toujours un critère indispensable pour assurer la soutenabilité de la dette, et poursuivre le plan d'aide.

> Le gouvernement a conscience qu'il doit remettre le pays sur de bons rails avant de demander un peu de souplesse

De nouvelles voix s'élèvent aussi pour demander une restructuration de la dette grecque, qui est principalement détenue par les Etats européens, la BCE et le FMI. *« Il y a peu d'appétit pour cette option au sein de la zone euro »*, tempère un haut responsable européen.

Le gouvernement grec affiche une grande prudence dans sa volonté de renégociation. Le premier ministre, Antonis Samaras, et son ministre des finances, Yannis Stournaras, ont conscience qu'ils doivent remettre le pays sur de bons rails avant de pouvoir demander un peu de souplesse.

Le gouvernement s'active pour dégager 11,5 milliards d'euros d'économies pour 2013 et 2014 et 3 milliards cette année, comme cela avait été conclu lors de la signature du deuxième mémorandum en mars.

Athènes vient d'annoncer les premières fusions et suppressions concernant une vingtaine d'établissements publics. Il fait de la restructuration de l'administration une de ses priorités et compte ainsi montrer à la « troïka » sa volonté de réformer le pays.

La nomination rapide de deux nouveaux responsables à la tête du Fonds de privatisation, quelques jours après la démission de son directeur général, est destinée à montrer la volonté d'accélérer les privatisations.

En avançant dans ces deux dossiers, le gouvernement espère obtenir des marges pour une renégociation du mémorandum, sur laquelle M. Samaras s'est engagé pendant la campagne électorale. Il espère gagner du temps pour appliquer les mesures de rigueur et mettre en place des moyens de relancer la croissance.

« Un an de plus coûtera aux bailleurs de fonds entre 20 et 25 milliards d'euros », prévient une source à Bruxelles. L'Allemagne ne veut pas entendre parler d'un tel effort supplémentaire. Le FMI a lui aussi fait part de ses réserves.

Pour la Commission, un délai supplémentaire d'un an peut être envisagé *« si la volonté politique existe pour poursuivre le programme d'ajustement »*, dit un haut responsable.

D'un autre côté, si le gouvernement grec n'obtient pas de marge de manœuvre suffisante pour assouplir le mémorandum, cela peut mettre en péril sa fragile coalition, et risque de nourrir de nouvelles protestations dans la rue. ■

Philippe Ricard (à Bruxelles) et Alain Salles (à Athènes)

Les hôtesses et stewards d'Air France s'opposent au plan de restructuration

La direction assure qu'en cas d'accord des PNC, il n'y aura pas de plan de départs volontaires

La restructuration d'Air France semble connaître ses premiers ratés. Le comité central d'entreprise (CCE), organisé jeudi 26 juillet, au cours duquel la direction devait détailler les mesures et le calendrier de son plan d'économies, menaçait d'être houleux. Contrairement aux pilotes et aux personnels au sol, le personnel navigant commercial (PNC) devrait, in fine, rejeter l'accord proposé par la direction, dans le cadre du plan Transform 2015.

Ce dernier prévoit 20 % de rentabilité supplémentaire et 2 milliards d'euros d'économies pour remettre Air France sur les rails de la rentabilité d'ici à la fin 2014. La compagnie aérienne a perdu 809 millions d'euros en 2011 et doit aussi éponger 6,5 milliards d'euros de pertes cumulées.

Mercredi 25 juillet, la direction avait cru déceler un *« signal encourageant »* après le vote à 54,5 % en faveur du plan Transform des adhérents de l'Union nationale des navigants de l'aviation civile (UNAC), premier syndicat dans le PNC.

Las, *« ce n'est pas suffisant ! »*, a dû reconnaître Franck Mikula, président de l'UNAC. Avec 26 % des voix aux dernières élections professionnelles, l'UNAC ne peut, à elle seule, valider un accord. Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) a déjà fait connaître son opposition à l'accord. L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) devait se prononcer jeudi mais devrait inviter ses adhérents à rejeter l'accord.

« Ce qui n'est pas passé, ce sont les garanties insuffisantes, proposées par la direction, sur l'emploi », fait savoir Franck Grelin, délégué syndical UNSA. *« Les PNC étaient prêts à accepter la réduction des équipages mais pas la baisse des rémunérations ni la réduction des temps de repos en escale. »*

Surtout, l'UNSA dément l'existence de sureffectifs. *« C'est la réduction des équipages qui aurait créé les sureffectifs. »* Le plan Transform 2015 prévoit 5 122 suppressions de postes parmi les 49 301 salariés d'Air France, dont 904 des 15 000 hôtesses et stewards.

Doutes sur un accord

Faute d'un accord des PNC, la direction appliquera *« un règlement à sa main »* au terme de l'actuelle convention, qui s'achève fin mars. *« S'ils devaient voter contre, nous appliquerions un texte de façon unilatérale. Mais les contreparties en matière de rémunération ne pourraient être aussi favorables »*, a prévenu Alexandre de Juniac, PDG d'Air France.

Dans le même temps, selon l'AFP, la direction propose jusqu'à 60 000 euros de prime aux pilotes pour travailler pendant trois ans chez Transavia, sa filiale « low cost ».

Pour obtenir l'accord des PNC, la direction propose d'étendre ce dispositif de prime aux hôtesses et stewards, a-t-elle indiqué au *Monde*. Elle a également affirmé mercredi qu'elle n'envisage pas de plan de départs volontaires mais des incitations, conditionnées par l'acceptation de Transform 2015. ■

Guy Dutheil

L'austérité et la crise de la zone euro enfoncent le Royaume-Uni dans la récession

D'avril à juin, le PIB a baissé de 0,7 %. C'est le troisième trimestre consécutif de recul

Londres
Correspondance

Alors que tous les yeux sont braqués sur Londres, David Cameron se serait bien passé de ce mauvais coup. Le premier ministre britannique, qui profite des Jeux olympiques pour présider, jeudi 26 juillet, une grande réunion d'investisseurs visant à promouvoir le Royaume-Uni, devra faire oublier à son audience des chiffres économiques très mauvais : au deuxième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,7 %, selon l'estimation publiée, mercredi 25 juillet, par le bureau des statistiques.

C'est le troisième trimestre d'affilée de baisse, après – 0,3 % et – 0,4 % les deux trimestres précédents. Alors que la plupart des économistes tablaient sur une croissance molle, le pays est retombé en récession, deux ans après la première chute de 2008-2009.

C'est une chute catastrophique du secteur de la construction (– 5,2 %) qui explique la baisse du deuxième trimestre. Les statisticiens soulignent que les données sont un peu faussées par des circonstances aggravantes : mauvais temps qui a réduit la consommation, jubilé de la reine qui a offert plus de jours fériés...

Mais, derrière les chiffres, la question de la stratégie économique du Royaume-Uni est mise en cause. Le grand plan d'austérité, lancé par le gouvernement élu en mai 2010, n'est-il pas en train d'étouffer tout espoir de reprise ?

Pour Ed Balls, député travailliste et ministre « fantôme » de l'économie, la réponse ne fait pas de doute : *« Il est profondément irresponsable de ne pas comprendre que le plan* [du gouvernement britannique] *a échoué et est en train de faire des dégâts de long terme. »*

Un exemple donne la mesure de l'austérité : les commandes de construction de nouveaux bâtiments publics, hors logements, étaient en baisse de 42 % au premier trimestre. C'est probablement la même tendance qui explique la chute du BTP au deuxième trimestre.

Selon les calculs du Fonds monétaire international, le plus grand plan d'austérité depuis la seconde guerre mondiale a déjà coûté 2,5 points de croissance au Royaume-Uni.

Mais ce n'est qu'un début. Ce plan, qui n'est vraiment entré en vigueur que début 2011, devait initialement durer jusqu'en 2015. L'an dernier, face à un premier dérapage de la croissance, la date du retour sous la barre d'un déficit de 3 % du PIB a été repoussée de deux ans.

Consommateurs « fourmis »

Récemment, dans un entretien au *Daily Telegraph*, M. Cameron a laissé entendre que cela pourrait être plus long : *« Je ne vois pas venir un moment proche où la pression va disparaître. »* L'austérité durera-t-elle jusqu'en 2020 ? Le leader britannique évite de répondre, mais ne dément pas.

L'austérité n'est pas le seul facteur expliquant la récession. La crise de la zone euro, région où sont réalisées plus de la moitié des exportations britanniques, a un impact négatif important.

De plus, après des années « cigales », les consommateurs britanniques sont devenus « fourmis » : de 1995 à 2007, leur endettement croissant a expliqué en grande partie la croissance ; mais depuis 2008, ils se désendettent, provoquant un phénomène dépressif.

Malgré ces difficultés, le gouvernement britannique refuse de changer de cap. S'il ne dément pas que l'austérité a un impact, il estime que le contraire serait pire.

En Espagne, les marchés financiers imposent un taux d'emprunt de presque 7,5 %, alors que la baisse du PIB y est moins forte qu'au Royaume-Uni, qui emprunte à 1,5 %, niveau historiquement bas.

Mais le soutien à l'austérité commence à se craqueler. Même les entreprises commencent à s'inquiéter. *« Il faut garder le cap sur l'austérité, mais il faut dans le même temps mieux se concentrer sur des mesures de relance de la croissance »*, estime Corin Taylor, de l'Institute of Directors, une organisation patronale. Un travail d'équilibriste difficile à réaliser. ■

Eric Albert

Le Monde
Vendredi 27 juillet 2012

Soldes : les premiers indicateurs sont plutôt positifs

Enseignes populaires et grands magasins affichent une hausse de 10 % à 15 % des ventes

Alors qu'elle ouvrait officiellement la période des soldes le 27 juin, Sylvia Pinel, ministre déléguée à l'artisanat, au commerce et au tourisme, avait déclaré souhaiter que les *« consommateurs soient présents pour soutenir l'économie française »*. A priori, c'est plutôt chose faite.

La météo clémente des derniers jours de juin aidant, le secteur a affiché une hausse de son chiffre d'affaires de 10 % sur la première semaine de soldes par rapport à 2011 à la même époque, où l'on avait assisté à un recul inédit des ventes textiles de 6 %.

« Cela s'est très bien passé », se réjouit Claude Boulle, président de l'Union du grand commerce de centre-ville. Même constat pour la Fédération des enseignes de l'habillement (FEH) : *« Ces bons résultats sont une agréable surprise car, vu la crise actuelle, ça n'était pas gagné ! »*

En fonction des types de magasins, les résultats diffèrent toutefois de façon significative. Sur les quinze premiers jours de rabais, les enseignes populaires (Monoprix, etc.) et les grands magasins voient leur chiffre d'affaires croître de 10 % à 15 %.

Les chaînes spécialisées (H & M, Camaïeu, etc.) ou de grande diffusion (Gémo, La Halle, etc.) et les boutiques indépendantes affichent des évolutions de chiffre d'affaires plus modérées : entre 0 % et 5 % selon l'Institut français de la mode (IFM).

Malgré des débuts prometteurs, ces enseignes ont vu leurs ventes *« s'effriter plus rapidement que l'année dernière dès la deuxième semaine à cause de la météo mais aussi des ventes sur internet »*, relève Julien Tuillier, chargé d'étude à la chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Ces résultats sont, quoi qu'il en soit, un soulagement pour l'industrie du prêt-à-porter *« qui a connu un deuxième trimestre en dents de scie, avec un mois d'avril historiquement catastrophique à – 17 % »*, reconnaît Franck Delpal de l'IFM.

Sur l'ensemble du premier semestre, seuls les grands magasins ont su, comme à l'accoutumée, tirer leur épingle du jeu, avec une hausse de chiffre d'affaires de 5 %. *« En grande partie grâce au tourisme »*, précise Jean-Marc Génis, président de la FEH. Une belle performance néanmoins, que les Galeries Lafayette ont renouvelée lors de l'ouverture des soldes en augmentant de 5 % leur record historique du 22 juin 2011, engrangeant plus de 10 millions d'euros en seulement douze heures.

Succès des ventes en ligne

Mais c'est sur son site Internet que cet emblème du prêt-à-porter haut de gamme a enregistré sa meilleure progression : 4 595 commandes y ont été passées le jour d'ouverture des soldes, soit quatre fois plus que l'an dernier.

D'après la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (Fevad), les ventes ont progressé de 15 % par rapport à l'année dernière, qui avait connu une augmentation de 15 %.

« Le panier moyen pour les soldes est resté quasiment stable, passant de 105 à 108 euros », explique la Fédération, qui attribue ces bons résultats à la croissance rapide du nombre de cyber-acheteurs et de sites marchands. Entre 2011 et 2012, la Fevad a recensé plus de 3 millions de consommateurs supplémentaires et jusqu'à 18 800 nouvelles plateformes de vente en ligne. Reste à savoir si la météo de juillet n'est pas venue plomber le moral des consommateurs et leurs achats. ■

MAXIME BOURDEAU

« L'argent du Livret A, il le faut tout suite »

C'est un rassemblement insolite, joyeux et bon enfant, qui se tient, ce mercredi 25 juillet, sous les fenêtres du ministère des finances, à Paris.

Sous un soleil de plomb, dans le brouhaha d'une sono qui diffuse du Marianne Faithfull et la fumée d'un camion de merguez, élus parisiens du Parti de gauche, députés européens d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), syndicalistes de La Poste et des banques, immigrés sans logis, sont venus réclamer la mise en œuvre immédiate du doublement du plafond du Livret A.

Ils redoutent que cette promesse de campagne de François Hollande se fasse a minima sous la pression du lobby bancaire, opposé à une mesure qui pourrait les priver de liquidités – le Livret A est centralisé à 70 % à la Caisse des dépôts. Déjà, le gouvernement a annoncé que la réforme se ferait à mesure des besoins de financement de logements...

« L'argent du Livret A, il le faut tout suite si l'on veut mettre en chantier dès l'an prochain les 150 000 logements sociaux annuels promis par Hollande, explique Jean-Baptiste Eyraud, président du DAL (Droit au logement). *Il y a mieux à faire avec l'épargne des Français que de la confier aux banques pour spéculer sur les marchés financiers ! »*

« Le logement devrait faire partie des urgences de début de mandat », renchérit Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche. Attentif aux premiers pas de Cécile Duflot, ministre du logement du gouvernement Ayrault, Jérôme Gleizes, membre du bureau exécutif d'EELV, estime, lui, que *« les banques nous trompent en disant qu'il y a assez d'argent pour le logement social. Il faut plus de ressources, car l'argent du Livret A sert aussi à financer les collectivités locales et les PME. En matière d'épargne, on a besoin de visibilité : les programmes de logements se prévoient sur cinq ans »*.

« Emplois non délocalisables »

S'il *« comprend les problèmes des banques dans la crise »*, M. Gleizes observe que *« ce n'est pas le Livret A qui les sauvera. Il faut soutenir le bâtiment, un secteur créateur d'emplois non délocalisables »*, conclut-il.

Regroupés sous l'ombre d'un grand platane, des immigrés venus en famille en appellent au *« nouveau président »* : *« Nous sommes là pour des problèmes de logement »*, explique Mamadou Diarra. *« Je suis fonctionnaire à Bobigny, je paie mes impôts et j'attends un logement depuis huit ans avec ma femme et mes trois enfants. Avec Chirac et Sarkozy, il s'est rien passé, alors Hollande, on lui demande de faire quelque chose pour nous. »* ■

ANNE MICHEL

Timothy Geithner minimise le rôle des régulateurs dans le scandale du Libor

Le secrétaire américain au Trésor était interrogé, le 25 juillet, par une commission parlementaire

New York
Correspondant

Par instants, l'audition de Timothy Geithner, le secrétaire au trésor du président américain Barack Obama, devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants, mercredi 25 juillet, a été chaude.

Il était invité à s'expliquer sur l'affaire du Libor, ce taux d'emprunt interbancaire qui sert de référent à la fixation de centaines de milliers de milliards de prêts (en euros ou en dollars) dans le monde.

La banque britannique Barclays a admis l'avoir manipulé. D'autres grandes banques l'ont vraisemblablement imitée. La fraude a commencé en 2005 et s'est généralisée avant et durant l'ébranlement du système financier mondial, en 2008-2009.

A l'époque, M. Geithner présidait la division new-yorkaise de la Réserve fédérale (Fed, banque centrale américaine), qui y supervise le secteur financier.

L'opposition républicaine, majoritaire à la Chambre des représentants, avait fait chauffer le grill. Question de Scott Garrett, élu du New Jersey : M. Geithner détenait, dès 2008, des informations sur de possibles manipulations d'un taux qui sert à fixer les remboursements d'emprunts des Etats, villes et grandes institutions aux Etats-Unis. Comment explique-t-il *« être apparu un nombre incalculable de fois devant notre commission depuis lors sans jamais en faire mention »* ?

Que pouvait répondre le ministre ? Tout au long, il a donné le sentiment d'un homme qui, à l'époque, a plus cherché à réformer la gouvernance du Libor, loin des regards, qu'à traquer d'éventuelles fraudes. Sur ce point, il a dévié la responsabilité vers les Britanniques : *« Ce taux est fixé à Londres »*, a-t-il rappelé.

De son côté, le démocrate Barney Frank, coauteur de la réforme financière américaine de 2010, a ironisé : certes, les régulateurs doivent répondre de leurs actes, mais à entendre le camp adverse, on en oublierait que les fraudeurs étaient les banquiers, pas M. Geithner.

Campagne électorale présidentielle oblige, l'offensive républicaine cible ce dernier et occulte le fait que, dans la période cruciale de l'affaire, le pouvoir était républicain, et que le trésor américain avait été prévenu des soupçons de la Fed sur le Libor dès le 6 mai 2008. Bref, sous George Bush aussi, la Maison Blanche a « oublié » d'informer les élus et la justice...

Mais, au fond, les travaux de la commission parlementaire illustrent ce que l'opinion publique, qui se perd dans la complexité des détails, commence à percevoir de cette fraude monumentale où la collusion n'aurait pas seulement eu lieu entre grandes banques, mais aussi, *nolens volens*, avec leurs régulateurs

« Vraie fadaise »

Quand et qu'a su exactement M. Geithner lorsqu'il œuvrait à la Fed ? Qu'ont su les gouvernants de l'époque ? On sait désormais que le premier soupçon remonte au 28 août 2007 : plus d'un an avant la crise financière, un employé de Barclays indique dans un courriel à la Fed que le Libor n'est *« probablement pas conforme »* au taux réel auquel les banques empruntent. Le 11 avril 2008, au téléphone avec un agent de la Fed, un autre est plus explicite : *« Vous savez bien qu'on ne fournit pas, heu... un Libor honnête. »*

Interrogé mercredi, M. Geithner a répondu ne pas avoir de souvenir de *« cette conversation spécifique »*. Pourtant, le même jour, la note quotidienne d'activité de la Fed de New York est sans ambiguïté : *« Nos contacts dans les banques qui fixent le Libor nous signalent une tendance à sous-évaluer le taux réel des emprunts. »*

Le 24 octobre 2008, six semaines après le début du cataclysme financier, des employés de Barclays indiquent à la Fed que le maintien du Libor à un bas niveau constitue une *« vraie fadaise »*. De grandes banques américaines pourraient être impliquées, mais ni M. Geithner, ni par exemple le secrétaire au trésor d'alors, Henry Paulson, n'informent la justice. Le premier se contente de promouvoir, auprès de Londres, une réforme de la fixation du Libor qui ne viendra jamais.

La commission parlementaire poursuit ses travaux et d'autres auditions de protagonistes du scandale sont attendues. ■

SYLVAIN CYPEL

La vie des entreprises

Télécommunications
Telefonica suspend les dividendes et réduit les salaires

Le groupe espagnol Telefonica a annoncé, mercredi 25 juillet, une suspension jusqu'en 2013 du versement des dividendes aux actionnaires et une réduction de 30 % de la rémunération des dirigeants, en raison d'une situation économique *« hautement instable »*. – (*AFP.*)

Chiffre d'affaires stable pour France Télécom

Le chiffre d'affaires consolidé de France Télécom s'élève à 21,843 milliards d'euros au premier semestre, en léger repli (–0,1 %) par rapport au premier semestre 2011, à base comparable. En France, l'érosion de la base clients mobiles a fortement ralenti au deuxième trimestre, à –155 000 contre – 615 000 clients au premier trimestre.

Finance
Les banques allemandes veulent un an de plus pour appliquer Bâle III

La Fédération allemande du crédit, regroupant cinq fédérations bancaires, a demandé, mercredi 25 juillet, que soit reportée d'un an, au 1er janvier 2014, la mise en œuvre de la nouvelle et plus stricte réglementation du secteur, dite « Bâle III ». *« En raison des exigences techniques et des efforts d'application des établissements de crédit, une introduction comme prévu le 1er janvier 2013 ne paraît plus réaliste. La Fédération allemande du crédit plaide donc pour un report d'un an »*, a déclaré, dans un communiqué, cette organisation, qui regroupe les banques privées, publiques et mutualistes allemandes.

L'introduction de Bâle III donne du fil à retordre aux banques du monde entier, déjà confrontées à la crise de la dette en zone euro. – *(AFP.)* ■

Distribution
PPR cède 30 % de CFAO au japonais TTC

Le japonais Toyota Tsusho Corporation (TTC) a annoncé, jeudi 26 juillet, qu'il allait racheter à PPR 29,8 % de CFAO, spécialiste de la distribution automobile et pharmaceutique en Afrique et outre-mer. TTC réfléchit à une offre publique d'achat sur le reste du capital.

Médias
Fort recul de la rentabilité de TF1

TF1 a publié, jeudi 26 juillet, pour le premier semestre un bénéfice net part du groupe en recul de 21,2 %, à 93,5 millions d'euros, et un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 1,8 %, à 1,3 milliard. La direction prévoit que son chiffre d'affaires annuel restera stable.

Nouveau directeur pour la régie publicitaire de France Télévisions

Philippe Santini quitte la direction de la régie publicitaire de France Télévisions, fonction qu'il occupait depuis quinze ans, a annoncé le groupe public, mercredi 25 juillet. Il sera remplacé par Daniel Saada, 66 ans, un ancien dirigeant au sein de Publicis. – (*AFP.*)

Automobile
Ford annonce 1 milliard de dollars de pertes en Europe

Le constructeur américain Ford a annoncé, mercredi 25 juillet, plus de 1 milliard de dollars (823 millions d'euros) de pertes en Europe cette année, faisant craindre une restructuration majeure de ses activités européennes. *« Nous évaluons la situation en Europe avec un sentiment d'urgence »*, a reconnu le directeur financier, Bob Shanks. – (*AFP.*)

Marchés

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet : http://finance.lemonde.fr

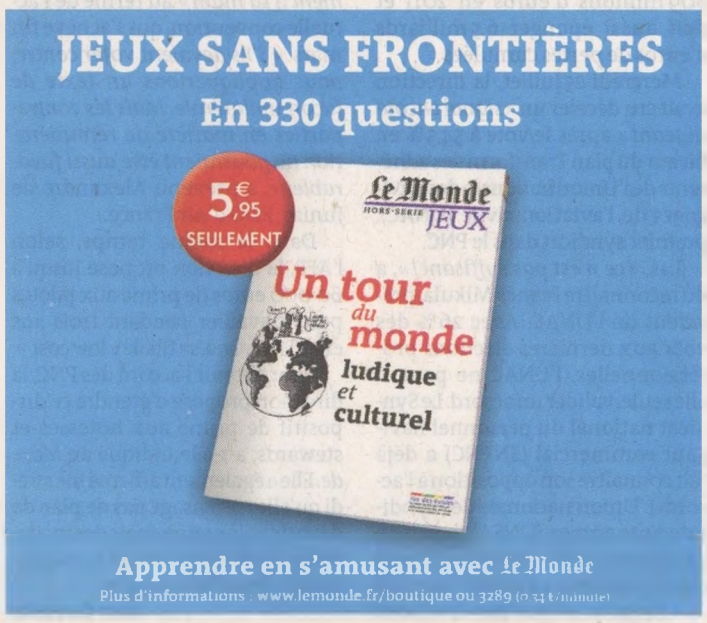
VALEURS DU CAC40

Jeudi 26 juillet 9h47

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
ACCOR ◗	24,90	24,90	n/d	27,14	27,98	18,70	1,15 T	FR0000120404
AIR LIQUIDE ◗	86,62	86,69	-0,08	-0,09	92,79	83,45	2,50 T	FR0000120073
ALCATEL-LUCENT ◗	0,83	0,88	-4,80	-30,99	1,97	0,81	0,16 T	FR0000130007
ALSTOM ◗	24,90	24,98	-0,34	6,27	32,90	21,93	0,80 T	FR0010220475
ARCELORMITTAL	11,67	11,84	-1,44	-17,41	17,96	10,60	0,16 A	LU0323134006
AXA ◗	8,94	8,92	0,21	-10,97	13,25	8,65	0,69 T	FR0000120628
BNP PARIBAS ACT.A ◗	26,54	26,56	-0,09	-12,57	39,48	24,54	1,20 T	FR0000131104
BOUYGUES ◗	19,01	19,05	-0,21	-15,79	23,87	18,55	1,60 T	FR0000120503
CAP GEMINI ◗	28,45	27,12	4,90	17,85	34,50	24,04	1,00 T	FR0000125338
CARREFOUR ◗	13,44	13,46	-0,15	-23,70	19,34	12,87	0,52 T	FR0000120172
CREDIT AGRICOLE ◗	2,98	2,98	-0,10	-31,72	5,71	2,84	0,45 T	FR0000045072
DANONE ◗	47,09	46,95	0,28	3,06	54,96	45,93	1,39 T	FR0000120644
EADS ◗	27,67	27,89	-0,81	14,58	31,69	24,02	0,38 T	NL0000235190
EDF ◗	15,15	15,23	-0,56	-19,41	19,71	14,80	0,58 S	FR0010242511
ESSILOR INTL ◗	68,13	68,34	-0,31	24,89	75,52	54,50	0,85 T	FR0000121667
FRANCE TELECOM ◗	10,46	10,27	1,85	13,84	12,40	9,45	0,80 S	FR0000133308
GDF SUEZ ◗	16,62	16,75	-0,75	-21,28	21,85	15,62	0,67 S	FR0010208488
LAFARGE ◗	34,66	34,62	0,13	27,63	36,96	26,07	0,50 T	FR0000120537
LEGRAND ◗	25,7[illegible]	25,75	-0,19	3,44	8,65	23,50	0,93 T	FR0010307819
L'OREAL ◗	93,32	93,23	0,10	15,64	97,19	79,22	2,00 T	FR0000120321
LVMH MOET HEN. ◗	120,30	120,55	-0,21	9,96	136,80	108,00	1,80 S	FR0000121014
MICHELIN ◗	49,70	50,00	-0,60	8,81	58,22	45,31	2,10 T	FR0000121261
PERNOD RICARD ◗	85,57	85,41	0,19	19,41	87,32	70,50	0,72 A	FR0000120693
PEUGEOT ◗	5,89	6,08	-3,16	-44,25	15,18	5,71	1,10 T	FR0000121501
PPR ◗	110,90	108,55	2,17	0,23	136,90	106,35	3,50 T	FR0000121485
PUBLICIS GROUPE ◗	39,02	39,01	0,05	9,79	43,30	35,10	0,70 T	FR0000130577
RENAULT ◗	32,66	32,99	-1,03	21,85	43,83	26,76	1,16 T	FR0000131906
SAFRAN ◗	26,60	26,66	-0,21	14,63	29,63	22,75	0,37 S	FR0000073272
SAINT-GOBAIN ◗	26,14	26,31	-0,65	-11,88	37,62	25,77	1,24 T	FR0000125007
SANOFI ◗	62,50	61,66	1,36	10,13	63,46	53,20	2,65 T	FR0000120578
SCHNEIDER ELECTRIC ◗	41,67	41,91	-0,56	2,43	53,47	39,40	1,70 T	FR0000121972
SOCIETE GENERALE ◗	15,61	15,59	0,16	-9,27	25,96	14,88	1,75 T	FR0000130809
STMICROELECTR. ◗	3,95	3,96	-0,38	-13,96	6,46	3,64	0,09 A	NL0000226223
TECHNIP ◗	85,33	85,24	0,11	17,50	89,71	68,76	1,58 T	FR0000131708
TOTAL ◗	34,52	34,83	-0,90	-12,62	42,97	33,42	0,57 A	FR0000120271
UNIBAIL-RODAMCO ◗	151,45	152,55	-0,72	9,04	157,70	130,35	8,00 T	FR0000124711
VALLOUREC ◗	34,28	34,18	0,31	-31,65	58,24	25,68	1,30 T	FR0000120354
VEOLIA ENVIRON. ◗	8,46	8,52	-0,66	-0,11	13,05	7,88	0,70 T	FR0000124141
VINCI ◗	32,54	32,52	0,05	-3,61	40,84	31,23	1,22 S	FR0000125486
VIVENDI ◗	14,64	14,60	0,31	-10,56	17,06	12,02	1,00 T	FR0000127771

Cours en euros.
◗ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation.
Plus haut et **plus bas** : depuis le 1/1/2011. **n/d** : valeur non disponible. **A** : acompte, **S** : solde, **T** : totalité.

LES MARCHÉS DANS LE MONDE 26/7, 9h47

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2012	Mini 2012	PER
FRANCE	CAC 40	3078,05 *26/7*	-0,12	3600,48 *16/3*	2922,26 *1/6*	9,00
ALLEMAGNE	DAX Index	6388,69 *26/7*	-0,28	7194,33 *16/3*	5900,18 *2/1*	9,35
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5494,61 *26/7*	-0,07	5989,07 *14/3*	5229,76 *1/6*	9,66
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	12676,05 *25/7*	0,00	13338,66 *1/5*	12035,09 *4/6*	11,19
	Nasdaq composite	2854,24 *25/7*	0,00	3134,17 *27/3*	2627,23 *4/1*	15,79
JAPON	Nikkei 225	8443,10 *25/7*	0,92	10255,15 *27/3*	8238,96 *4/6*	13,11

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : FactSet JCF Estimates ; données : la Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.